

Pourquoi nous serons en grève le 18 Octobre ?

Aujourd'hui, l'immobilisme des organisations syndicales, engendré par l'élection de Nicolas Sarkozy, n'est plus de mise. Certes, les réformes de l'été prennent effet, les annonces, les attaques diverses et variées ne cessent pas mais aujourd'hui, des réponses en termes de luttes sont enfin données et relayées. On avait vu pendant la campagne présidentielle, chose inédite, des secteurs se mobiliser, sur des revendications très corporatives (le second degré par exemple sur le décret De Robien), mais également sur des ambitions et revendications plus larges, plus sociétales, en réaction à la politique libérale mise en place (Psa en grève pour un salaire minimum à 1500 euros...). Ces luttes n'ont pas trouvé de débouchés plus larges et l'effet anesthésiant de la victoire de Sarkozy a beaucoup joué en ce sens.

Depuis la rentrée, les annonces n'ont pas cessé et quelles annonces !!! Suppression des régimes spéciaux, franchises médicales sous prétexte de lancer des plans pour la recherche sur certaines maladies, assouplissement des 35 heures, suppressions des « charges fiscales » sur les heures supplémentaires, davantage de place aux négociations d'entreprises et de branches pour la durée du travail, révision de la carte judiciaire, flexsécurité, fusion de l'UNEDIC et de l'ANPE pour mieux surveiller les chômeurs, Loi sur l'immigration ... et pour l'éducation, outre le budget scandaleux (11200 suppressions de postes !), la fin de la carte scolaire, les réductions horaires en primaire, la liquidation du collège unique, etc...

Mais les revers ont déjà commencé, les procureurs fustigeant leur ministre sur la future réforme de la carte judiciaire, les internes dans la rue contre une réforme visant à leur imposer où s'installer, les agents des ANPE et de l'UNEDIC dont 4 fédérations appellent à la

grève contre le projet de LOI, l'amendement Mariani-ADN vidé de sa substance lors de son passage devant les assemblées, ... Tout ceci faisant écho à l'appel des cheminots du 18 Octobre sur les régimes spéciaux, appel qui aujourd'hui ne concerne plus seulement la SNCF mais plusieurs pans de la FP notamment, car plusieurs Unions Départementales ont appelé également les travailleurs du privé à se mobiliser.

Qu'en est-il dans l'éducation nationale ? Après moult débats, après moult hésitations, la FSU prend la décision de considérer « *que la journée du 18 octobre constitue une étape importante et elle appelle les personnels à s'engager dans l'action ce jour-là (grèves, manifestations, rassemblements...)* ». Des syndicats de la FSU appellent à la grève mais ni le SNUIPP, ni le SNES.

Le SNES avait pourtant l'intention d'appeler à la grève avant les vacances, mais au dernier moment il a reculé, arguant que le 18 n'offrait pas une plateforme satisfaisante ; à l'inverse, à l'EE, nous pensons que le 18 doit aussi être pleinement investi par l'ensemble des secteurs de la Fonction Publique pour marquer clairement notre résistance au projet gouvernemental du « moins d'Etat, moins de service, moins de fonctionnaires ». C'est ce pari qu'ont pris les nombreuses Sections départementales (environ la moitié des sections) de la FSU qui participent à la grève le 18, malgré ces conditions difficiles ! C'est aussi celui de plusieurs sections académiques du SNES qui ont répondu à l'appel le 18 octobre (Aix-Marseille, Clermont-Ferrand, Créteil, Grenoble, Lille, Martinique, Paris, Nantes...). Il est regrettable que le SNES national en annonçant une grève second degré à la mi-novembre renonce à cette journée de

mobilisation qui marque bel et bien la première riposte à la politique libérale du gouvernement Sarkozy, et il risque de décourager les militants, notamment les plus combatifs d'entre eux !

Les appels locaux traduisent une montée de la mobilisation, une volonté de faire de ce 18 octobre un premier rendez-vous contre la politique de Sarkozy, de ne pas laisser les débats s'enliser sur l'opportunité ou pas des régimes spéciaux mais de remettre en cause toutes les annonces qui ont été faites.

Sarkozy veut diviser : les régimes spéciaux sont désignés comme boucs émissaires, alors qu'ils ne représentent environ que 6% des régimes de retraite (autant dire que le prétendu problème des retraites ne sera pas réglé pour autant) : aujourd'hui, c'est tout le système de

retraite par répartition qui est sur la sellette, c'est tout le fonctionnement d'une société basée sur la solidarité (droit aux soins, droit à l'éducation, droit aux services publics : pour tous et toutes et gratuits !) qui est remis en cause.

Ainsi la multiplication des appels qui se saisissent du 18 comme la seule date à brève échéance marque bien la recherche d'un « tous ensemble » qui dépasse les revendications catégorielles, et traduit la volonté d'engager la lutte contre le « modèle social » que tente d'imposer ce gouvernement. Nous devons tout faire pour que cette mobilisation soit la plus large possible et mettre en avant dans les manifs, les AG...les revendications unifiantes, qui seront le point d'appui des mobilisations à venir.

Sarkozy veut nous diviser : mais nous, c'est tous ensemble que nous comptons lui répondre!

Tous en grève le 18 octobre !

La lutte ne fait que commencer ! les étapes des nécessaires mobilisations suivantes doivent d'ores et déjà être débattues et proposées.

Les appels pour le 18 (renseignements connus le 10/10 au matin et concernant les appels "francs" à la grève...) :

Syndicats FSU : SNUTEFI (appel à 4), SNPESpjj, SNETAP, SYGMA, SNESup, SNASUB, UNATOS...

Département FSU : 03, 04, 09, 13, 15, 18, 21, 24, 31, 38, 39, 41, 43, 44, 47, 49, 50, 52, 53, 58, 59, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 72, 73, 75, 81, 83, 84, 85, 86, 90, 94, 973. ...

SNES : Aix-Marseille, Clermont-Ferrand, Créteil, Grenoble, Lille, Martinique, Paris, Nantes

Liste des organisations syndicales qui appellent à la grève le 18 octobre, avec leurs mots d'ordre :

SNCF : Les huit syndicats de la SNCF - CGT, CFDT, FO, CFTC, Sud-Rail, CFE-CGC, Unsa, Fgaac (fédération autonome des conducteurs) -, appellent à la grève pour la défense des régimes spéciaux de retraite, mais aussi la défense de l'emploi et du fret ferroviaire.

RATP : Six syndicats de la RATP - CGT, CFDT, FO, Indépendants, CFTC, Sud - représentant 75% des voix aux élections professionnelles, ainsi que le syndicat Unsa Bus, appellent à la mobilisation contre la réforme des régimes spéciaux.

Fonctionnaires : La CGT (premier syndicat sur les trois fonctions publiques avec 23%) et Solidaires (7%) ont appelé à la grève contre la "casse" de la Fonction publique. La FSU (11%, premier syndicat de la Fonction publique d'Etat, majoritaire chez les enseignants), "n'appelle pas à une grève nationale", mais à une journée d'"action", sous forme de "grèves, manifestations ou rassemblements".

ANPE : Quatre syndicats - SNU (30%, premier syndicat), CGT, FO et Sud - appellent à une grève nationale afin de protester contre le projet de fusion ANPE-Unedic.

Poste et Télécoms : La fédération CGT des activités postales et de télécommunications (FAPT-CGT) appelle à se joindre au mouvement du 18 octobre par l'action "sous toutes ses formes y compris par la grève", "pour la défense et l'amélioration des retraites" et pour "des négociations immédiates sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail et la pénibilité, le service public". Sud-PTT appelle aussi "contre toute nouvelle dégradation des régimes de retraite, pour l'augmentation du pouvoir d'achat"

Notaires : La fédération FO Employés et Cadres et la CGT a appelé "l'ensemble des salariés du notariat", notamment les clercs, à se joindre à la grève du 18 octobre pour défendre leur régime spécial de retraite.

Banque de France : La CGT appelle à la grève défendre "nos missions, nos emplois, notre statut, notre protection sociale, nos institutions sociales (comités d'établissement, comité central d'entreprise, associations)"

un appel à EDF GDF (CGT, FO, CFDT, CGC, Solidaires...)

aux finances appel CGT, SNUi

sur la territoriale : CGT, SNUCLIAS (par départements...)

Site de l'Ecole Emancipée : www.ecoleemancipee.org